

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 41 du 26.10 au 01.12.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Silvia Cattori : Violation flagrante du droit humanitaire.

Thierry Meyssan : Le lynchage de Mouammar Kadhafi.

Allain Jules : Mouammar Kadhafi ne mourra jamais.

La guerre de Libye aurait pu mal tourner pour les Alliés.

Kadhafi n'était pas un dictateur !

Le général Bouchard admet que des journalistes étrangers présents en Libye étaient des agents de l'Alliance atlantique.

La CIA aux commandes de l'armée de la Nouvelle Libye.

1 Politique du CNT

L'ambassadeur du CNT à l'ONU, accuse: « le nombre de martyrs et de blessés libyens supérieur à celui des habitants du Qatar

Sur le terrain

Affrontements entre milices rivales en Libye.

2 Politique des Usa

Obama

Mark P. Fancher : L'interventionnisme militaire d'Obama face à l'avancée commerciale de la Chine en Afrique.

3 Pays Arabes & voisins

Qatar

Le Général Souleiman Mahmoud al-Obeidi admet que le Qatar a soudoyer des Libyens.

4 Les institutions

OTAN :

L'horreur causée par l'OTAN en Libye

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Vidéo : Hugo Chavez dénonce le génocide, les actions "bestiales" et "barbares" de l'OTAN en Libye

6 Les brèves.

6-1 Georges Malbrunot : 5 000 soldats qataris ont participé à la colonisation de la Libye

6-2 BERNARD DESGAGNÉ : Les crimes de guerre de Charles Bouchard.

7 Dossier .

7-1 Franklin LAMB: : Seif al Islam Kadhafi sera-t-il assassiné ou jugé ?

7-2 Stephen Gowans : On voit les États-Unis partout...

Tiré à part

Silvia Cattori : Violation flagrante du droit humanitaire.

Le lynchage d'un homme n'a ému ni Micheline Calmy-Rey ni Hillary Clinton

Le lynchage révoltant de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi par ses propres compatriotes, à Syrte, sa ville natale, n'a pas fini de hanter le cœur et l'esprit de tous ceux qui refusent la barbarie à laquelle de prétendues « interventions humanitaires » conduisent.

6 novembre 2011

Les images glaçantes, outrageantes, de la dépouille nue, maculée de sang, de Mouammar Kadhafi, et de celle de son fils Mouatassim, sont encore dans nos yeux. Exhibées, jetées en pâture par les nouveaux maîtres libyens, elles nous hanteront longtemps.

Pétrifié, chacun a pu voir, pratiquement en direct, les vidéos sinistres d'un homme ensanglanté, insulté, frappé, défiguré, humilié, regardant incrédule ses mains rougies de son propre sang, condamné à mort par des miliciens vociférant...

Il y a une limite à la quantité d'atrocités qu'une personne restée humaine peut supporter.

Depuis Abou Ghraib cette limite a été largement dépassée.

Ces atrocités innommables nous les refusons. Elles présagent encore plus de sang et de larmes et de douleur pour les Libyens déjà cruellement meurtris par huit mois de bombardements et violences. Elles annoncent de plus grandes catastrophes...

Le spectacle bestial de la mise à mort de l'ancien dirigeant libyen, ne semble pas avoir révolté le cœur de la présidente de la Confédération helvétique, Micheline Calmy-Rey. Au journaliste qui lui demandait obséquieusement ce qu'évoquait cette mort, elle a répondu froidement sans l'ombre d'un malaise :

« J'aurais préféré qu'il soit jugé parce qu'il a des comptes à rendre. Il a régné sur la Libye pendant 42 ans, sur une dictature sanglante. Ma foi, il est mort comme il a régné... » [1]

Ce commentaire est à la fois sidérant et révoltant.

Quel qu'aient pu être les crimes commis par Mouammar Kadhafi, sa dignité d'être humain, ne devait-elle pas être respectée ? Tout homme, fût-il coupable, n'a-t-il pas droit à être traité humainement ? N'est-ce pas là une exigence du droit humanitaire dont Mme Calmy-Rey se plaît à financer des projets [2] ?

Mouammar Kadhafi et son fils Mouatassim étaient vivants au moment de leur capture. Ils ont été humiliés, sauvagement torturés, exécutés. [3] De même que des dizaines de milliers de Libyens anonymes à eux attachés. Ils n'ont pas eu droit au traitement de prisonniers de guerre.

Face à une violation flagrante du droit international, et de toutes les règles fixant des limites à la barbarie, en sa fonction de présidente de la Confédération suisse, Mme Calmy-Rey se devait au moins de condamner le non respect du droit humanitaire.

Mais, foin du droit ! L'antipathie et la rancœur personnelle de Mme Calmy-Rey à l'égard de Kadhafi, ont lamentablement pris le dessus. Mme Hillary Clinton ne s'est pas montrée plus humaine que Mme Calmy-Rey. Elle a laissé éclater une joie obscène au moment où elle apprenait la mort de Kadhafi [4].

Le cynisme dont Clinton et Calmy-Rey ont fait montre peut être qualifié d'inhumain... la preuve que les femmes au pouvoir ne sont pas plus tendres que les hommes...

Sur le continent européen, un seul homme d'État s'est dressé pour dire son indignation, pour dire son dégoût, pour dire non à la barbarie : le premier ministre russe Vladimir Poutine.

Révolté par le traitement réservé à la dépouille du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et de son fils Mouatassim, et par ce que ces images « dégoûtantes » lui inspiraient, il en a appelé, lui, au respect du droit international et des Conventions de Genève.

« La quasi-totalité de la famille de Mouammar Kadhafi a été tuée. Son corps a été exposé sur toutes les chaînes de télévision du monde. Il était impossible de regarder ces images sans écœurement. Il est tout

ensanglanté, blessé, encore vivant, puis achevé (...) et on exhibe tout ça sur les écrans », s'est-il indigné.
[5]

Une leçon d'humanité à l'adresse de ces deux femmes de pouvoir si peu sensibles à la cruauté, et de tous ces dirigeants occidentaux arrogants et hypocrites qui n'ont que les « droits de l'homme » à la bouche, mais ignorent leur violation quand cela les arrange.

Post scriptum

Les peuples qui ont soif de justice et d'humanité rejettent cette violence institutionnalisée, ce parti pris pour le plus fort, cette absence de compassion à l'égard des vaincus.

Le mandat de l'OTAN en Libye était de protéger les civils, et non pas de les massacrer. [6] La résolution du Conseil de sécurité de l'ONU a été outrepassée. Dès le début de l'intervention, des charniers où l'on a trouvé les cadavres de partisans de Kadhafi, exécutés les mains liées derrière le dos, ont attesté des massacres commis par les combattants anti-Kadhafi qu'appuyait l'OTAN.

Cela n'a pas dissuadé Mme Calmy-Rey de se rendre le 1er septembre 2011 à la Conférence des « Amis de la Libye » à Paris. Convoquée à l'initiative de Sarkozy cette conférence était une manœuvre qui devait, d'une part, au travers du grand nombre de pays représentés, apporter une reconnaissance tacite du bien-fondé de l'intervention de l'OTAN en Libye. Et contribuer d'autre part, à asseoir la légitimité d'un Conseil national de transition (CNT) et de ses combattants barbares de plus en plus contestés et soumis à critique.

La Suisse ne faisant pas partie de l'Alliance atlantique, Mme Calmy-Rey n'avait pas à associer le peuple suisse à une mascarade qui de toute évidence, ne servait qu'à apporter une caution à la destruction de la Libye et au massacre de dizaines de milliers de civils par les « frappes » de la coalition et les attaques des combattants du CNT.

Silvia Cattori

[1] Télévision Suisse Romande, le 21 octobre 2011.

[2] Voir :

Le chantier des droits humains pour le 21e siècle

http://www.swissinfo.ch/fre/Le_chantier_des_droits_humains_pour_le_21e_siecle.html?cid=7082988

[http://www.swissinfo.ch/fre/Dossiers/De_Solferino_a_la_Croix-](http://www.swissinfo.ch/fre/Dossiers/De_Solferino_a_la_Croix-Rouge/Eclairages/Le_droit_humanitaire_reste_au_coeur_de_la_diplomatie_suisse.html?cid=234242)

[Rouge/Eclairages/Le_droit_humanitaire_reste_au_coeur_de_la_diplomatie_suisse.html?cid=234242](http://www.swissinfo.ch/fre/Dossiers/De_Solferino_a_la_Croix-Rouge/Eclairages/Le_droit_humanitaire_reste_au_coeur_de_la_diplomatie_suisse.html?cid=234242)

[3] Voir : <http://www.silviacattori.net/article2213.html>

[4] Voir la vidéo :

<http://www.silviacattori.net/article2217.html>

[5] Voir : <http://fr.rian.ru/world/20111026/191681098.html>

[6] Voir :

Silvia Cattori

<http://www.silviacattori.net/article1559.html>

Source : Silvia Cattori

<http://www.silviacattori.net/...>

Thierry Meyssan : Le lynchage de Mouammar Kadhafi.

La mort de Mouammar el-Kadhafi a été saluée par une explosion de joie dans les palais gouvernementaux occidentaux à défaut de l'être par le peuple libyen.

Pour Thierry Meyssan, cet assassinat militairement inutile n'a pas été perpétré par l'Empire uniquement pour l'exemple, mais aussi pour déstructurer la société tribale libyenne.

Durant 42 ans, Mouammar el-Kadhafi a protégé son pays du colonialisme occidental. Il rejoint aujourd'hui Omar al-Mokhtar au panthéon des héros nationaux libyens.

Jeudi 20 octobre 2011, vers 13 h 30 GMT, le Conseil national de transition libyen a annoncé la mort de Mouammar el-Kadhafi. Bien que confus, les premiers éléments laissent à penser qu'un convoi de voitures a tenté de quitter Syrte assiégée et a été bloqué et partiellement détruit par un bombardement de l'OTAN. Des survivants se seraient mis à l'abri dans des canalisations. M. Kadhafi, blessé, aurait été fait prisonnier par la brigade Tigre de la tribu des Misrata qui l'aurait lynché.

Le corps du « Guide » de la Grande Jamahiriya arabe socialiste n'a pas été conservé dans sa ville natale de Syrte, ni transporté à Tripoli, mais acheminé comme trophée par les Misrata dans la ville éponyme.

La tribu des Misrata, qui a longtemps hésité à choisir son camp et est quasi absente du CNT, aura finalement investi Tripoli après son bombardement par l'OTAN, et aura lynché Mouammar el-Kadhafi après le bombardement de son convoi par l'OTAN. Elle aura même transféré son corps dans sa ville pour marquer son triomphe. En juillet, le « Guide » aura maudit les Misrata, leur enjoignant de partir à Istanbul et Tel-Aviv, faisant allusion au fait que leur tribu est issue de juifs turcs convertis à l'islam.

Un flot de commentaires préparés à l'avance a été déversé instantanément par les médias atlantistes visant à diaboliser Mouammar el-Kadhafi et, de la sorte, à faire oublier les conditions barbares de sa mort.

Les principaux dirigeants de la Coalition ont salué la mort de leur ennemi comme marquant la fin de l'opération « Protecteur unifié ». Ce faisant, ils admettent implicitement que celle-ci ne visait pas à mettre en œuvre la Résolution 1973 du Conseil de sécurité, mais à renverser un régime politique et à en tuer le leader, alors même que l'assassinat d'un chef d'État en exercice est interdit en droit états-unien et universellement condamné.

De plus, le lynchage de Mouammar el-Kadhafi montre la volonté de l'OTAN de ne pas le déférer à la Cour pénale internationale qui n'aurait pas été plus en mesure de le condamner pour crime contre l'humanité que le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie ne put prouver la culpabilité de Slobodan Milosevic malgré deux ans de procès.

Dans le torrent de boue déversé par les médias atlantistes pour salir sa mémoire, reviennent en boucle des accusations mensongères, ce qui montre a contrario que ces médias disposent de peu d'éléments authentiques utilisables à charge.

Ainsi revient l'affaire de l'attentat contre la discothèque La Belle à Berlin (5 avril 1986, 3 morts), jadis utilisée comme prétexte par l'administration Reagan pour bombarder son palais et tuer sa fille (14 avril 1986, au moins 50 morts). À l'époque, le procureur allemand Detlev Mehlis (celui qui truquera deux décennies plus tard l'enquête sur l'assassinat de Rafik el-Hariri) s'appuya sur le témoignage de Mushad Eter pour accuser un diplomate libyen et son complice Mohammed Amairi. Cependant, la télévision

allemande ZDF découvrira plus tard que Mushad Eter est un faux témoin et un vrai agent de la CIA, tandis que le poseur de bombe Mahammed Aamiri est un agent du Mossad [1].

Ou encore, l'affaire de l'attentat de Lockerbie (21 décembre 1988, 270 morts) : les enquêteurs identifièrent le propriétaire de la valise contenant la bombe et son retardateur sur la foi du témoignage d'un commerçant maltais qui avait vendu un pantalon se trouvant également dans la valise piégée. La justice écossaise mit alors en accusation deux agents libyens Abdelbaset Ali Mohmed Al Megrahi et Al Amin Khalifa Fhimah et le Conseil de sécurité prit des sanctions contre la Libye. En définitive, pour obtenir la levée des sanctions, la Libye accepta d'extrader ses deux agents (le premier fut condamné à la prison à vie, le second fut innocenté) et de payer 2,7 milliards de dollars d'indemnités, tout en persistant à proclamer sa complète innocence. En définitive, en août 2005, un des chefs d'enquête écossais déclara que la pièce à conviction principale, le retardateur, avait été déposé sur les lieux par un agent de la CIA. Puis l'expert qui avait analysé le retardateur pour le tribunal admit l'avoir lui-même fabriqué avant que la CIA ne le dépose sur les lieux. Enfin, le commerçant maltais reconnu avoir été payé 2 millions de dollars pour porter un faux témoignage. Les autorités écossaises décidèrent de réviser le procès, mais l'état de santé d'Abdelbaset Ali Mohmed Al Megrahi ne le permit pas.

L'actuelle campagne de désinformation comprend aussi un volet sur le train de vie décrit comme somptueux du défunt et sur le montant pharaonique de sa fortune cachée. Or, tous ceux qui ont approché Mouammar el-Kadhafi, ou simplement ceux qui ont visité sa maison familiale et sa résidence après leur bombardement peuvent attester qu'il vivait dans un environnement comparable à celui de la bourgeoisie de son pays, bien loin du bling bling de son ministre du Plan, Mahmoud Jibril. De même, aucun des États qui traquent la fortune cachée des Kadhafi depuis des mois n'a été en mesure de la trouver. Toutes les sommes significatives saisies appartenaient à l'État libyen et non à son « Guide ».

À l'inverse, les médias atlantistes n'évoquent pas le seul mandat d'arrêt international émis par Interpol contre Mouammar el-Kadhafi avant l'offensive de l'OTAN. Il était accusé par la Justice libanaise d'avoir fait disparaître l'imam Moussa Sadr et de ses accompagnateurs (1978). Cet oubli s'explique par le fait que l'enlèvement aurait été commandité par les États-Unis qui voulaient éliminer l'imam chiite avant de laisser l'ayatollah Rouhollah Khomeiny rentrer en Iran, de peur que Sadr n'étende au Liban l'influence du révolutionnaire iranien.

Les médias atlantistes n'évoquent pas non plus les critiques que des organisations de la Résistance anti-impérialiste et nous-mêmes avons formulées contre Mouammar el-Kadhafi : ses compromis récurrents avec Israël.

Pour ma part, je peux attester que, jusqu'à la bataille de Tripoli, le « Guide » a négocié avec des émissaires israéliens, espérant parvenir à acheter la protection de Tel-Aviv. Je dois aussi attester que, malgré mes critiques sur sa politique internationale, et le dossier complet à ce sujet que la DCRI française lui a aimablement communiqué à mon sujet en juillet dans l'espoir de me faire arrêter, Mouammar el-Kadhafi m'a accordé sa confiance et m'a demandé d'aider son pays à faire valoir ses droits aux Nations Unies [2] ; un comportement bien éloigné de celui d'un tyran.

Les médias atlantistes n'ont pas non plus cité les ingérences que j'ai condamnées de la Libye dans la vie politique française, notamment le financement illégal des campagnes électorales présidentielles de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal. Le « Guide » avait en effet autorisé son beau-frère Abdallah Senoussi à corrompre les deux principaux candidats en échange de la promesse de l'amnistier ou de faire pression sur la Justice française pour clore son dossier pénal [3].

Surtout, les médias atlantistes n'évoquent pas l'œuvre principale du « Guide » : le renversement de la monarchie fantoche imposée par les anglo-saxons, le renvoi des troupes étrangères, la nationalisation des hydrocarbures, la construction de la Man Made River (les plus importants travaux d'irrigation au monde), la redistribution de la rente pétrolière (il fit d'une des populations les plus pauvres du monde, la plus riche d'Afrique), l'asile généreux aux réfugiés Palestiniens et l'aide sans équivalent au

développement du Tiers-monde (l'aide libyenne au développement était plus importante que celle de tous les États du G20 réunis).

La mort de Mouammar el-Kadhafi ne changera rien au plan international. L'événement important était la chute de Tripoli, bombardée et conquise par l'OTAN —certainement le pire crime de guerre de ce siècle—, suivie de l'entrée de la tribu des Misrata pour contrôler la capitale. Dans les semaines précédant la bataille de Tripoli, l'écrasante majorité des Libyens ont participé, vendredi après vendredi, à des manifestations anti-OTAN, anti-CNT et pro-Kadhafi. Désormais, leur pays est détruit et ils sont gouvernés par l'OTAN et ses fantoches du CNT.

La mort du Guide aura par contre un effet traumatique durable sur la société tribale libyenne. En faisant tuer le leader, l'OTAN a détruit l'incarnation du principe d'autorité. Il faudra des années et beaucoup de violences avant qu'un nouveau leader soit reconnu par l'ensemble des tribus, ou que le système tribal soit remplacé par un autre mode d'organisation sociale. En ce sens, la mort de Mouammar el-Kadhafi ouvre une période d'irakisation ou de somalisation de la Libye.

Thierry Meyssan

<http://www.voltairenet.org/Le-lynchage-de-Mouammar-Kadhafi>

Allain Jules : Mouammar Kadhafi ne mourra jamais.

Quand un homme aime son peuple, son pays, sa patrie, vous avez beau faire tout votre possible pour mettre en oeuvre sa disparition, sur le plan physique et mémoriel, vous n'y parviendrez jamais. C'est à cet imbroglio que sont aujourd'hui confrontés les prédateurs qui ont attaqué la Libye et les traîtres-renégats de Benghazi.

Pour justifier le manque de moutons lors de la fête de l'Aïd, hier, on a parlé de guerre civile à l'origine de ce déficit. Soit. Mais, pourquoi évite-t-on de dire que cette guerre a été imposée ?

Peut-on, comme les médias « mainstream » parler de guerre civile quand on choisit un camp, celui d'une mafia inconsistante et cruelle contre un régime légitime ? J'en doute.

Néanmoins, notre frère, le colonel et guide libyen Mouammar Kadhafi, cet héros africain victime de la barbarie des voleurs, commence déjà à manquer cruellement à son peuple.

Hissons la couleur verte, celle de l'Afrique et du sahel. L'âme d'un héros jamais ne mourra. Comme le dit le proverbe persan, « Celui dont le cœur est ressuscité par l'amour ne mourra jamais. »

Oui, le peuple libyen aimait Kadhafi, n'en déplaît aux esprits chagrins qui veulent nous faire croire que tout va bien. Non, les Libyens voient déjà les effets méfaits du CNT/OTAN, l'association des malfaiteurs, des vampires, qui ne suceront pas le sang des Libyens ad vitam aeternam.

Les loyalistes ont mis, hier, la pédale douce, profitant de se positionner, repositionner, étudier, ressourcer et planifier leurs actions futures. Pendant ce temps-là, les renégats festoyaient avec les produits de leurs rapines. Respectant scrupuleusement la religion, les loyalistes n'ont pas perturbé la fête de l'Aïd. Mais, attention, dès aujourd'hui, demain, mais pas après-demain, ils promettent des cris et des larmes. Nous attendons avec gourmandise ces actions. Puisqu'elles sont légitimes pour la libération de la Libye, la vraie, pourvu qu'elles soient Rock'n'Roll.

écologiste, membre co-fondatrice des Verts, présidente de "La Pierre et l'Olivier" réseau de solidarité avec le peuple de Palestine, co-fondatrice de la commission d'enquête non gouvernementale sur la vérité en Libye,

7 novembre 2011

<http://lavoixdelalibye.com/?p=2373>

La guerre de Libye aurait pu mal tourner pour les Alliés.

Un rapport des services de l'Institut des forces royales britanniques, intitulé Héros par hasard, souligne que les forces franco-britanniques se sont bien adaptées à la situation libyenne à laquelle elles étaient mal préparées.

Cette guerre ne ressemble pas à celles d'Afghanistan et d'Irak, basées sur le nombre de forces au sol, mais à celles des années 90 en ex-Yougoslavie à dominante aérienne. Les forces franco-britanniques, aussi bien aériennes que navales, ont été rapidement épuisées et n'auraient pas pu poursuivre l'opération un mois de plus (ce qui a conduit les états-major à attaquer Tripoli fin août quel qu'en soit le prix humain). Le vaste déploiement maritime allié était mal coordonné et se serait avéré très vulnérable si les Libyens l'avaient attaqué.

En définitive, l'opération a été conçue en sous-estimant la capacité de résistance libyenne et —malgré l'intitulé Protecteur unifié— dans une certaine cacophonie entre alliés. Elle aurait pu mal tourner si la Jamahiriya s'était montrée offensive.

Bien que de nombreuses données restent encore confidentielles, ce rapport confirme plusieurs points importants, dont :

- Le président Sarkozy a ordonné aux forces françaises d'attaquer avant le moment prévu par les alliés.
- Les Français et les Britanniques ont partagé leurs renseignements, mais les ont cachés aux autres membres de l'Opération (sauf les USA bien sûr).
- Des Forces spéciales étaient déployées au sol dès le 23 février pour évacuer les ressortissants des États qui allaient constituer la coalition (alors que la Résolution 1973 n'a été adoptée que le 17 mars).
- Ce sont les forces US qui ont détruit aux 3/4 le système de défense aérienne libyen.
- Les hélicoptères ont été engagés avec prudence, uniquement lorsque le terrain avait été préparé par des bombardements. Les états-majors ne pouvaient de toute manière pas les utiliser en attaque dans un territoire aussi vaste.
- La Royal Navy a testé avec succès l'usage d'hélicoptères Apache depuis un porte-hélicoptères.
- Les Forces spéciales franco-britanniques ont notamment servies à encadrer les rebelles qui n'avaient aucune formation militaire. Insuffisamment nombreuses pour cette tâche, elle ont été aidées par les Forces spéciales égyptiennes et dans une moindre mesure jordaniennes.
- En mai, la Tunisie a accepté d'héberger et de faciliter la création d'un centre de renseignement à Djerba.
- Les rebelles ont été armés avec un matériel OTAN par la France avec l'aide du Qatar.

Accidental Heroes. Britain, France and the Libya Operation, par Michael Clarke, Malcolm Chalmers, Jonathan Eyal, Shashank Joshi, Mark Phillips, Elizabeth Quintana et Lee Willett, Royal United Services Institute (RUSI), octobre 2011, 13 p, 1,4 Mo. aurait pu tourner mal pour les alliés

Jonathan Eyal, Shashank Joshi, Mark Phillips, Elizabeth Quintana et Lee Willett :

9 novembre 2011

Réseau Voltaire |

Kadhafi n'était pas un dictateur !

Salut à toutes et à tous,

Contrairement à ce que prétend la propagande occidentale, qui a réussi à influencer beaucoup de groupes qui se disent "révolutionnaires", comme par exemple la Ligue Communiste (*), qui ne connaît visiblement rien au sujet, Kadhafi n'était pas un dictateur.

(*) Pardon, maintenant on ne dit plus "Ligue communiste", mais "NPA", le mot "communiste" étant devenu visiblement trop lourd à porter pour ces révolutionnaires de salon.

Plusieurs fois, Kadhafi a dit dès le début de la guerre que s'il suffisait d'organiser des élections à l'occidentale pour arrêter cette guerre, il voulait bien s'y soumettre ; mais, jamais l'OTAN n'a accepté. Et un sondage assez récent en Libye donnait 70% de voix à Saïf al-islam s'il avait le droit de se présenter à des élections.

Par ailleurs, si la raison majeure de l'intervention US contre la Libye est effectivement le pétrole, c'est surtout, pour l'impérialisme américain, une intervention contre la Chine. Kadhafi commençait à vendre son pétrole à la Chine. Et la Chine est en train de conquérir à sa façon, d'une façon non guerrière, l'Afrique. Et ça déplaît aux USA.

Si Sarko a si facilement accepté de servir de société écran à l'impérialisme américain dans cette guerre, si l'armée française a servi d'armée supplétive des Américains, c'est parce qu'en 2011 devait sortir une monnaie unique africaine. Et c'en aurait été fini du Franc CFA fabriqué à Chamalières.

C'est par le Franc CFA que l'impérialisme français tient encore ses colonies d'Afrique de l'ouest.

C'est Kadhafi qui allait financer la majeure partie de la monnaie africaine indépendante. Et l'argent de la Libye coincé dictatorialement dans les banques occidentales depuis le début de la guerre devait notamment servir à ça ! C'est expliqué en particulier dans la vidéo des trois raisons pour tuer Kadhafi.

NON, Kadhafi n'était pas un dictateur ! S'il était bien le chef de l'armée libyenne, il n'était pas le chef de l'État, puisqu'il n'y avait pas en Libye d'État tel qu'on l'entend en Occident. En fait, la jamahiriya arabe libyenne et socialiste était ce que les étudiants des années 1970 appelaient une coordination (comme il s'en construisait systématiquement dès qu'il y avait grève) et les Libyens se gouvernaient eux-mêmes.

Il se trouve que, la révolution de 1969 ayant donné une réputation énorme à Kadhafi, ses avis étaient souvent repris par la jamahiriya, d'où son surnom « Le guide » qui, ici, ne signifie surtout pas « führer ».

Mais, les conseils du "guide" n'étaient pas toujours adoptés par la jamahiriya ; et, les nouvelles générations arrivant, sachant mal ce qu'elles devaient à Kadhafi puisqu'elles n'avaient pas vu comment c'était avant la révolution de 1969, ayant appris à penser par elles-mêmes dans les écoles gratuites de Libye, plus le temps passait et plus souvent la jamahiriya décidait de faire autrement que ce que Kadhafi avait conseillé.

Bien à vous,
do

<http://mai68.org/spip>

<http://mai68.org/spip/spip.php?article3423>

Le général Bouchard admet que des journalistes étrangers présents en Libye étaient des agents de l'Alliance atlantique.

Dans un entretien accordé le 31 octobre 2011 à Radio Canada, le lieutenant-général Charles Bouchard, qui commanda l'Opération Unified Protector en Libye, révèle qu'une cellule d'analyse avait été installée au Quartier général de l'OTAN à Naples. Elle avait pour mission d'étudier et de comprendre ce qui se passait au sol, c'est-à-dire à la fois les mouvements de l'Armée libyenne et ceux des « rebelles ». Pour nourrir cette cellule plusieurs réseaux d'information avaient été créés. « Les renseignements venaient de beaucoup de sources, dont les médias qui étaient au sol et nous donnaient beaucoup d'informations sur les intentions et où étaient les forces terrestres ».

C'est la première fois qu'un responsable de l'OTAN admet que des journalistes étrangers présents en Libye étaient des agents de l'Alliance atlantique. Peu avant la chute de Tripoli, Thierry Meyssan avait fait scandale en affirmant que la plupart des journalistes occidentaux hébergés à l'hôtel Rixos étaient des agents de l'OTAN. Il avait notamment mis en cause les équipes d'AP, BBC, CNN et Fox.

« Thierry Meyssan décrypte les mécanismes du “journalisme de guerre“ » (vidéo), Mécanopolis, 8 août 2011.

<http://www.voltairenet.org/Le-general-Bouchard-admet-que-les>

La CIA aux commandes de l'armée de la Nouvelle Libye.

Le 17 novembre, environ 150 officiers et sous-officiers de l'armée libyenne, ayant rejoint les rebelles, se sont réunis Al-Baïda (200 km à l'est de Benghazi), et ont nommé Khalifa Belkacem Haftar – ou Hifter –, colonel pro-américain (formé en URSS) comme chef d'Etat-major de l'armée « en raison de son ancienneté, de son expérience, de sa capacité à diriger et des efforts qu'il a déployés pour la révolution du 17 février ». Ce coup de force a provoqué la colère de l'Union des thowar de Libye qui regroupe une trentaine de milices rebelles refusant de déposer les armes, mais qui ne s'entendent pas toutes entre elles. Certaines, notamment de Zenten et du Djebel Nefoussa, remettent également en cause la nomination de Abdelhakim Belhaj, ancien dirigeant du Groupe islamique de combat libyen (GICL) parachuté par le Qatar à la tête du Conseil militaire de Tripoli.

Le général Soleiman Mahmoud, proche du général Abdel Fattah Younès – issu de la même tribu – assassiné l'été dernier, a accusé l'émirat du Golfe de soutenir le courant islamiste et de chercher à « acheter » les Libyens.

Hifter, dont l'arrivée à Benghazi avait été rapportée pour la première fois le 14 mars par Al-Jazeera, a fait l'objet le 19 mars d'un portrait flatteur dans le Daily Mail, un tabloïd britannique farouchement belliciste. Le Daily Mail présentait Hifter comme une des « deux étoiles militaires de la révolution » qui « est rentré récemment d'exil en Amérique pour apporter une certaine cohérence tactique aux troupes rebelles au sol. » Le journal n'évoquait pas ses liens avec la CIA.

McClatchy Newspapers a publié un profil d'Hifter ce dimanche. Intitulé « Le nouveau chef rebelle a passé une bonne partie des 20 dernières années dans une banlieue en Virginie, » l'article note qu'il avait été auparavant un officier supérieur du régime de Kadhafi jusqu'à « une aventure militaire désastreuse au Tchad à la fin des années 1980. »

Hifter avait ensuite rejoint l'opposition à Kadhafi puis finalement émigré aux Etats-Unis où il a vécu jusqu'à ces dernières semaines qui ont vu son retour en Libye pour prendre le commandement de Benghazi. Le profil par McClatchy concluait, « Depuis son arrivée aux Etats-Unis au début des années 1990, Hifter a résidé dans une banlieue de Virginie aux environs de Washington DC. ». Il citait un ami qui « disait ne pas trop savoir comment Hifter subvenait à ses besoins, et qu'Hifter s'occupait d'abord d'aider sa grande famille. »

Pour ceux qui savent lire entre les lignes, c'est une indication à peine voilée du rôle d'Hifter en tant qu'agent de la CIA. Comment en effet, un ancien officier supérieur de l'armée libyenne a-t-il pu entrer aux Etats-Unis au début des années 1990, seulement quelques années après l'attentat de Lockerbie, puis s'installer près de la capitale fédérale, sans l'accord et l'aide active des services de renseignements US ? Hifter a vécu en fait pendant une vingtaine d'années à Vienna en Virginie, à seulement une dizaine de kilomètres du siège de la CIA à Langley.

Un article du Washington Post du 26 mars 1996 parle d'une rébellion armée contre Kadhafi en 1996 et écrit son nom dans une transcription différente. L'article cité des témoins selon qui la rébellion a pour « chef le colonel Khalifa Iftar [et est] une organisation du type « contra » basée aux Etats-Unis et appelée Armée Nationale Libyenne. »

La comparaison est faite avec les forces terroristes “contra” financées et armées par le gouvernement des Etats Unis dans les années 1980 contre les autorités sandinistes au Nicaragua. Le scandale Iran-Contra, qui avait secoué l'administration Reagan en 1986-87, concernait la mise au jour de ventes illégales d'armes US à l'Iran, dont le produit servait à financer les contras au mépris d'une interdiction par le Congrès. Les parlementaires Démocrates avaient couvert le scandale et rejeté les appels à une procédure d'impeachment contre Reagan pour avoir financé les activités d'une illégalité flagrante ourdies par une brochette d'anciens agents des services secrets et de conseillers à la maison Blanche.

Un livre publié par Le Monde Diplomatique en 2001 : Manipulations Africaines, fait remonter la relation avec la CIA encore plus loin, en 1987, signalant qu'Hifter, alors colonel de l'armée de Kadhafi, avait été capture au Tchad où il combattait avec une rébellion soutenue par la Libye contre le gouvernement d'Hissène Habré, soutenu par les Etats-Unis. Il fit défection pour le Front National de Salut Libyen (FNSL), la principale force d'opposition à Kadhafi, qui avait le soutien de la CIA. Il organisa sa propre milice qui opéra au Tchad jusqu'à la déposition d'Hissène Habré en 1990 par Idriss Déby, son rival appuyé par la France.

Selon ce livre, « la force de Haftar, créée et financée par la CIA au Tchad, disparut dans la nature avec l'aide de la CIA peu de temps après le renversement du gouvernement par Idriss Déby. » Le livre cite aussi un rapport du service de recherche du Congrès daté du 19 décembre 1996, selon lequel le gouvernement des Etats-Unis apportait une aide militaire et financière aux membres du FNSL qui avaient été repositionnés aux Etats-Unis.

Ces informations sont accessibles à tous ceux qui se livrent à une recherche même superficielle sur Internet, mais elles n'ont pas été relayées par les médias contrôlés par les grands groupes, hormis une dépêche de McClatchy qui évite toute référence à la CIA. Les chaînes de télévision, trop occupées à faire l'éloge des « combattants de la liberté » de l'est libyen, ne se sont pas fatiguées à signaler que ces forces étaient désormais commandées par un collaborateur de longue date des services de renseignements des Etats-Unis.

Pas plus que n'en ont tenu compte ceux qui parmi les libéraux ou la “gauche” s'enthousiasment pour l'intervention des Etats Unis et de l'Europe en Libye. Ils sont trop occupés à saluer l'administration Obama pour son approche multilatérale et « consultative » de la guerre, présumée être différente de l'approche unilatérale à la « cowboy » de l'administration Bush en Irak. Que le résultat soit le même – mort et destruction qui s'abattent sur la population, la souveraineté et l'indépendance d'un pays anciennement colonisé foulées aux pieds – ne signifie rien pour ces thuriféraires de l'impérialisme. Le rôle de Hifter, présenté à juste titre il y a 15 ans comme le chef d'une “organisation du genre contra”, montre quelles sont les véritables classes sociales à l'oeuvre dans la tragédie libyenne. Quelle que soit l'authenticité de l'opposition populaire qui s'est exprimée dans la révolte initiale contre la dictature corrompue de Kadhafi, la rébellion a été détournée par l'impérialisme.

L'intervention de l'Europe et des Etats Unis en Libye n'a pas pour but d'apporter la “démocratie” et la “liberté” mais d'installer au pouvoir des pantins de la CIA qui dirigeront le pays aussi brutalement que Kadhafi, tout en permettant aux puissances impérialistes de piller les ressources pétrolières du pays et de

se servir de la Libye comme base d'opérations contre les révoltes populaires qui soufflent sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord.

21/11/2011

IRIB-

<http://french.irib.ir/analyses/articles/item/154410-bonne-nouvelle-la-cia-aux-commandes-de-larm%C3%A9e-de-la-nouvelle-libye>

1 Politique du CNT

L'ambassadeur du CNT à l'ONU, accuse: « le nombre de martyrs et de blessés libyens supérieur à celui des habitants du Qatar

Sur la chaîne allemande Deutsche Welle, émissions en langue arabe, (1), Abderahmane Chalgham, ancien ministre des Affaires étrangères libyen sous Kadhafi, aujourd'hui représentant du CNT à l'ONU, a critiqué très sévèrement le rôle joué par le Qatar en Libye. Il accuse l'émirat de vouloir imposer son hégémonie sur son pays en jouant divers courants politiques contre d'autres.

Et, il ne mâche pas ses mots : « Le Qatar dirige les Etats-Unis et la France, d'ailleurs c'est qui Qatar ? Son armée n'est-elle pas composée de mercenaires venus du Bangladesh, du Népal et du Pakistan ? De quoi ce pays est capable ? Je crains que le Qatar attrape le même syndrome de la grandeur que celui d'Al-Kadhafi et se considère comme un leader dans la région. Je n'admettrai jamais cela. Le nombre des martyrs et des blessés libyens dépasse le nombre de la population du Qatar ». « La Libye », dit-il, « n'a pas besoin de l'argent du Qatar ». Nous n'avons besoin ni du Qatar, ni des Etats-Unis...

Le 3 novembre, dans une interview au quotidien algérien Al-Khabar (2), il a mis en garde l'émirat contre « tout accès de mégalomanie ». Au Qatar, dit-il, « les experts qui dirigent le pétrole et les banques ... sont des Libyens » !

Il soupçonne le Cheikh Hamad bin Khalifa al-Thani, du Qatar, de vouloir faire de la Libye un émirat relevant de son autorité. « Ceci est inacceptable », clame-t-il. Et, il dénonce le trouble jeu qatari : « le groupe chargé de cette opération sous supervision qatarie, va collecter des armes et les redistribuer à d'autres ».

« La Libye ne sera pas un émirat dirigé par le calife du Qatar », averti-t-il. « Tout le Qatar n'équivaut pas à un quartier de la Libye... nous n'avons en rien besoin de ce pays ». Qu'on nous laisse « décider de notre propre sort... nous n'avons besoin ni du Qatar, ni des Etats-Unis ».

(1)

http://mediacenter.dw-world.de/arabic/video/#!/308905/%D9%85%D8%B9_%D8%A7%D9%84%D8%AD%D8%AF%D8%AB/Program=30086

(2) <http://fr.elkhabar.com/?Chelgham-accuse-le-Qatar-de>
Gilles Munier :

Sur le terrain

Affrontements entre milices rivales en Libye.

Des milices libyennes rivales s'affrontaient dimanche pour une quatrième journée consécutive non loin de la capitale Tripoli. Ces combats, les plus sérieux depuis la capture et la mort de Moammar Kadhafi le mois dernier, ont fait au moins six morts depuis la fin de la semaine dernière.

Mustafa Abdul-Jalil, qui dirige le nouveau pouvoir libyen, a fait savoir que le Conseil national de Transition (CNT), qu'il dirige, avait réuni des anciens des régions en conflit -la ville côtière de Zawiya et les terres tribales des Warshefana- pendant le week-end, et que le conflit était réglé. "Je veux garantir au peuple libyen que tout est sous contrôle", a-t-il déclaré.

Mais les affrontements se poursuivaient néanmoins. Dimanche, on a pu entendre pendant des heures des tirs à l'arme lourde et des explosions de grenades RPG dans la zone entre les terres Warshefana, à environ 30 km à l'ouest de Tripoli, et Zawiya, quelque 15 km plus à l'ouest.

Selon un des combattants en présence, les deux camps se sont à un moment disputé le contrôle d'un camp militaire de l'ancien régime, situé sur l'autoroute à mi-chemin entre Tripoli et Zawiya et autrefois base des forces d'élite que dirigeait Khamis Kadhafi.

Les raisons de départ de la querelle restent floues. Parmi les accusations échangées, certains Warshefana auraient des liens avec l'ancien régime. La semaine dernière, des combattants de Zawiya sont entrés chez les Warshefana et se sont emparés d'armes. En représailles, ces derniers ont érigé des barrages et ouvert le feu sur l'autoroute.

Dimanche soir, la tension était à son comble, alors que des dizaines de combattants Warshefana s'étaient rassemblés, menaçant de marcher sur Zawiya, fouillant tous les véhicules et vérifiant les identités.

Mustafa Abdul-Jalil a précisé qu'un comité avait été mis sur pied pour écouter les doléances des deux camps, ajoutant, sans expliquer plus avant, que les affrontements avaient été déclenchés par des jeunes gens irresponsables.

13/11/11

AP

2 Politique des Usa

Obama

Mark P. Fancher : L'interventionnisme militaire d'Obama face à l'avancée commerciale de la Chine en Afrique.

Blog de Gilles Munier

Le président Obama s'est appuyé sur sa carrière d'avocat constitutionnel pour étendre la violence et imposer son diktat impérial sur l'Afrique. Il a fait la guerre à la Libye, pour, ensuite, nier l'avoir faite. Il envoie des troupes en Afrique et notamment en Afrique centrale, au moment précis où l'Ouganda découvre d'immenses ressources pétrolières. Les soldats sont-ils en Ouganda pour protéger ce pays alors que son armée est bien capable de s'en charger ou veut-il tracer une frontière face à l'« avancée commerciale de la Chine dans le bassin du Congo ».

Plus encore remarquable que ces récentes interventions ont été les opinions juridiques qu'a offertes l'administration Obama pour les conforter. Contrairement à l'opinion générale, la Constitution US ne

permet pas au Président de déployer des troupes selon son bon vouloir, même s'il est le Commandant en Chef. Elle ne donne le pouvoir de déclarer la guerre qu'au Congrès.

L'Africom au secours de brigades racistes anti-noirs

Il existe certes des cas de force majeure qui rendent le recours à la force militaire nécessaire avant toute déclaration officielle de guerre. Le Congrès vote alors une Résolution sur les Pouvoirs de Guerre (War Powers Resolution) autorisant le Président au recours à la force militaire lorsqu'il y a une loi spécifique le permettant ou si les Etats-Unis sont attaqués. « On a le droit de se demander si les circonstances qui pouvaient justifier juridiquement l'utilisation de la force en Libye et en Ouganda étaient présentes ». Cependant, cela n'a pas été un obstacle pour une administration apparemment déterminée à placer les forces US sur le sol africain.

Quand les « rebelles » libyens, du nom de « Brigade pour purger les esclaves/les noirs » qu'ils s'étaient donné, et autres ont commencé leur attaque contre le gouvernement libyen, accompagnée de lynchages systématiques de noirs, l'Africom (le commandement africain des Etats-Unis) s'est précipité au secours de cette populace violente se faisant passer pour des révolutionnaires. Ce faisant, ils ont mis en branle l'invasion massive de l'OTAN qui a conduit à l'odieux assassinat de Mouammar Kadhafi. Quand les hostilités ont commencé, le Congrès n'avait pas déclaré la guerre, aucune loi n'existait permettant une attaque contre ce pays, ni la Libye n'avait, de quelque manière que ce soit, attaqué les Etats-Unis. Mais, en réponse à cette problématique, Obama, spécialiste reconnu en droit constitutionnel, a volontairement ignoré la Constitution pour se placer sous la Résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

De quelque manière que l'on interprète la Résolution 1973, il est impossible de conclure raisonnablement qu'à l'exception du recours immédiat à la force pour un changement de régime, elle excluait toute autre solution de la crise libyenne. Elle en appelait particulièrement à l'Union Africaine pour envoyer « son Haut Comité ad hoc en Libye dans le but de faciliter le dialogue devant mener à des réformes politiques jugées nécessaires afin de trouver une solution pacifique et durable ».

Motif trouvé :les atrocités de l'Armée du Seigneur

Pareillement, dans le cas de l'Ouganda, l'Administration a récemment envoyé cent militaires US « avec une force additionnelle » devant être transférée dans un mois. La chasse à la direction de « l'Armée de Résistance du Seigneur » (dite responsable d'atrocités sur une grande échelle et de destruction pendant plus de vingt ans) a été expliquée au motif que la mission « sert les intérêts de la sécurité nationale américaine et la politique étrangère ». Et, là encore, pas plus que pour la Libye, il n'y a eu de déclaration de guerre par le Congrès à l'encontre de l'Armée de résistance du Seigneur. Obama prétend que la possibilité d'envoyer des troupes de combat en Ouganda dérive d'une loi de 2010, appelée « Désarmement de l'Armée de Résistance du Seigneur et Récupération du nord de l'Ouganda ».

Il est vrai que cette loi déclare que la politique officielle des Etats-Unis est « de travailler avec les gouvernements régionaux à une solution globale et permanente du conflit en Ouganda et d'autres régions touchées en fournissant un soutien politique, économique, militaire et des renseignements à des efforts multilatéraux en vue de la protection des civils ».

Or, ce texte impose certaines instructions spécifiques au Président dont le rôle est de tout simplement élaborer un plan qui devrait :

- renforcer les efforts des Nations unies et des gouvernements de la région pour faire face à l'Armée de Résistance du Seigneur ;
- évaluer les options pour une coopération US avec les gouvernements régionaux ;
- présenter un plan de différentes agences pour revoir la politique US en rapport avec l'Armée de Résistance du Seigneur ;
- décrire les engagements diplomatiques dans la région.

Même si nous supposons que le pouvoir de déployer des troupes en Ouganda est implicite dans la loi de 2010, le texte est suffisamment ambigu pour que le président Obama ait pu y trouver aussi et facilement un moyen de ne pas utiliser la force militaire. Et, on en revient ainsi à la question du pourquoi l'Administration Obama s'est senti obligée de, soit déformer, soit interpréter la loi de façon à ce que cela conduise au recours à la force militaire en Libye et en Ouganda.

L'Ouganda, bientôt grand producteur de pétrole

Pour ce qui est de la Libye, la réponse qui saute aux yeux est que les réserves pétrolières du pays doivent être sous un contrôle total. Les efforts incessants de Kadhafi pour l'unité africaine et une indépendance totale par rapport à l'Occident ont fourni la « carotte » supplémentaire.

Mais, l'Ouganda ? Historiquement, il n'a jamais été vu comme une cible pour une intervention militaire centrée sur le pétrole.

Un article de The Economist, l'an dernier, fournit quelques réponses quand il remarquait : « l'Ouganda sera bientôt un moyen producteur de pétrole du type du Mexique. Les investissements étrangers en Ouganda devraient doubler cette année pour atteindre les 3 milliards. Le pays s'attend à recevoir deux milliards par an de revenus pétroliers d'ici à 2015 ».

L'article présentait d'autres indices expliquant les motivations américaines quand il observait que le Président ougandais « ...semblait ébloui par les promesses des Chinois de les aider à construire une raffinerie de pétrole et à produire des plastiques et des engrais à partir du pétrole.... Plusieurs gouvernements et compagnies occidentaux, envieux, veulent arrêter la progression de la Chine dans le bassin du Congo avec ses immenses réserves de minéraux et de bois ».

Le monde africain est las de certaines positions, trop nombreuses, qui vont du maintien inébranlable de l'Africom par l'administration Obama et du recours généralisé à la force militaire pour protéger les intérêts des multinationales occidentales. Mais le pire est l'usage opportuniste ou la distorsion des limites juridiques du pouvoir exécutif pour accomplir les objectifs des multinationales en Afrique. C'est dramatique que des gens de bonne volonté puissent examiner un registre de lois et y voir des occasions de résolution de crises pacifiquement et que, parallèlement, l'Administration Obama y voit, elle, des occasions de violence et de renforcement de son diktat impérial sur un continent exploité et meurtri.

Blog de Gilles Munier

par Mark P. Fancher (revue de presse : Black Agenda Report – 25/10/11) *

Vendredi 18 novembre 2011

Traduction : Xavière Jardez - titre et intertitres : AFI-Flash

* Titre original: Obama's Tragic Rorschach Perceptions of the Law, Africa and Military Intervention (Black Agenda Report – 25/10/11)

<http://www.blackagendareport.com/content/obama%E2%80%99s-tragic-roorschach-perceptions-law-africa-and-military-intervention>

<http://www.france-irak-actualite.com/article-l-interventionnisme-militaire-d-obama-face-a-l-avancee-commerciale-de-la-chine-en-afrique-89011922.html>

Les grandes manœuvres

Le libyen Mehdi Harati leader de la rébellion libyenne avoue avoir reçu 200 000 euros de la CIA.

Le cambriolage de la demeure irlandaise de Mehdi Harati, un célèbre leader de la rébellion libyenne, adjoint du commandant militaire de Tripoli Abdelkrim Belhadj, laisse la police de Dublin perplexe. Digne d'un roman d'espionnage à la John Le Carré, ce mystérieux vol, perpétré le 6 octobre dernier, serait l'œuvre d'un gang de malfrats irlandais, qui auraient dérobé la coquette somme de 200 000 euros en coupures de 500 euros, ainsi que les bijoux de la maîtresse de maison.

Selon le Sunday World, Mehdi Harati était en Libye lorsque son domicile situé au sud de Dublin a été visité, ce dernier avouant que les 200 000 euros subtilisés provenaient d'un généreux mécène d'Outre Atlantique : la CIA, pour ne pas la nommer, qui apportait ainsi sa contribution substantielle à la révolte libyenne en vue de l'élimination de Kadhafi.

Loin de l'Irlande au moment des faits, Mehdi Harati ne s'est pas limité à un retour au pays, il effectuait en réalité une tournée à l'étranger, qui incluait une escale à Paris et un passage obligé aux Etats-Unis... Affirmant s'être retiré de l'action depuis la chute du régime du défunt Guide libyen, Mehdi Harati est loin d'avoir convaincu la police de Dublin, qui doute de la véracité de son récit.

Ce larcin étrange fera-t-il éclater au grand jour un vrai scandale ? Celui des liaisons dangereuses entre certains insurgés libyens et les services secrets étrangers, qui, si elles sont avérées, entacheront l'image des preux combattants de la liberté.

Publié le lundi 14 novembre 2011

<http://oumma.com/Le-rebelle-libyen-Mehdi-Harati>

3 Pays Arabes & voisins

Qatar

Le Général Souleiman Mahmoud al-Obeidi admet que le Qatar a soudoyer des Libyens.

Le Général Souleiman Mahmoud al-Obeidi admet que le Qatar a soudoyer des officiers Libyens et des chefs de tribus Libyens ainsi que quelques chefs de la tribu Al-obeidetes.

Il dénonce ce que le Qatar s'ingère dans les affaires internes de la Libye en voulant installer le gouverneur militaire de Tripoli Abdelhakim Belhadj comme ministre de la défense.

Le Général Souleiman Mahmoud al-Obeidi s'est retrouvé négligé par les décideurs (OTAN/QATAR) et il sait que le ministre de la défense sera Belhadj (Homme du Qatar) ou Haftar. (homme des États-Unis).

C'est pour cette raison, il réagit de la sorte !!!

Suite à tous événements des 9 derniers mois, ALGERIA ISP pense que ces officiers militaires de l'armée libyenne qui ont vendu leur pays à l'Otan et au Qatar sont dans la ligne de mire de ceux qui veulent installer leurs marionnettes pour faciliter le transfert des richesses libyennes vers l'occident et le Qatar.

Comment peut-on vendre son pays, tuer ses frères et sœurs, détruire le pays pour cette démocratie à l'irakienne. Pauvres Libyens, vous n'avez pas appris la leçon de l'Iraq !!

21/11/2011

<http://www.algeria-isp.com/actualites/politique-libye/201111-A7177/libye-general-souleiman-mahmoud-obeidi-admet-que-qatar-soudoyer-des-libyens-novembre-2011.html>

Le torchon brûle entre le "CNT" et le Qatar !

L'ex-Président du Bureau exécutif du Conseil de transition, Mahmoud Jibril, a pointé du doigt le Qatar, pour son rôle, dans l'incitation à la violence et au chaos, en Libye ! Dans une interview accordée à la chaîne satellitaire saoudite Al-Arabya, Jibril a affirmé que les pétrodollars qataris alimentent «les rivalités et les circuits de désaccords entre les rebelles et les divers courants qui gèrent la période post-Kadhafi, et ce, en répandant la sédition entre les frères libyens, via le soutien de certains partis» que Jibril n'a pas souhaité nommer, faisant allusion au mouvement islamique. Jibril a déclaré que " le Qatar joue un rôle, en Libye, dépassant ses capacités : il soutient des groupes" qu'il n'a pas nommés. Et d'ajouter : «Le Qatar a beaucoup investi dans la révolution libyenne et son rôle ne peut pas être oublié. Mais je crois qu'il essaie, maintenant, de jouer un rôle qui dépasse ses possibilités», l'accusant de pactiser avec les factions, dans leur guerre contre le régime Kadhafi, qui s'est effondré, grâce à son argent, ses armes et même ses soldats! «Le Qatar possède les armes de la guerre de velours, à savoir, les médias et l'argent. Mais qu'il s'agisse du Qatar ou d'un autre pays, tous les politologues s'accordent pour dire qu'à partir du moment où un pays cherche à élargir encore plus sa sphère d'influence, il risque de se briser du milieu», explique Jibril !! Dans ce contexte, Jibril a rappelé le rôle du Qatar permanent dans les conflits de la région, tels au Darfour ou la question palestinienne, ajoutant que "si le rôle du Qatar, en Libye, nuit aux intérêts du peuple libyen, il est indésirable, surtout, quand il soutient un groupe contre un autre, ou contre le reste du peuple libyen.

17/11/2011

IRIB

4 Les institutions

OTAN :

L'horreur causée par l'OTAN en Libye

Un échantillon des crimes de guerre de Charles Bouchard

Une goutte de vérité dans un océan de mensonges radiocanadiens : Le reportage de Jean-François Bélanger sur les massacres commis à Taouarga par les rebelles racistes auquel l'OTAN a accordé un permis de tuer tous les civils qu'ils veulent.

Engagé par les psychopathes Obama, Cameron, Sarkozy et Harper, qui sont à la tête d'États voyous en faillite n'ayant plus que la guerre comme argument économique, Charles Bouchard les a aidés à faire main basse sur les fonds souverains de 150 milliards de dollars et les réserves connues de 60 milliards de barils de pétrole d'un pays riche. Le ratio de la dette sur le PIB de la Libye est de 3,3 %, soit l'un des moins élevés au monde, comparativement à 85,9 %, 88,5 %, 97,3 % et 101,1 % respectivement pour le Canada, le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, grands donneurs de leçon de démocratie par les bombes, qui ont décidé decoloniser militairement l'Afrique et le Moyen-Orient pour s'assurer de pouvoir continuer d'en piller les richesses au profit d'une petite clique de requins voraces, tout en maintenant leurs populations dans la servitude. La Libye, oasis de prospérité et phare pour le tiers-monde, sera désormais le royaume de la barbarie.

Kadhafi un grand héros

L'assassinat sauvage de Mouammar Kadhafi et de son fils Mouatassim par les terroristes à la solde de chefs d'État qui, hier encore, cachaient hypocritement leur projet de liquidation est une cicatrice de plus sur le visage balaféré de l'Afrique, continent martyr. Les Africains sont nombreux à avoir pleuré à chaudes larmes la mort du guide, de l'Algérie à l'Afrique du Sud et du Sénégal au Kenya. Les voisins du sud, Mali, Niger et Tchad, de même que le reste de l'Afrique bénéficiaient grandement du dynamisme économique et des investissements de la Libye. Les Noirs étaient les bienvenues chez Kadhafi, un grand panafricaniste qui avait appuyé l'ANC et Mandela, bravant avec un cœur chevaleresque les protecteurs occidentaux des tenants de l'apartheid.

Vanessa Hessler, actrice, mannequin et amoureuse de Mouatassim Kadhafi, a été remerciée de ses services par Telefónica Germany pour avoir osé dire entre autres que « les Kadhafi étaient des gens très simples comme vous et moi ». Elle qui jouait la princesse Irina dans Astérix aux Jeux olympiques, avec le Québécois Stéphane Rousseau, peut aujourd'hui regarder, sur Internet, les derniers moments de l'élue de son cœur aux mains des bêtes sauvages lâchées sur la Libye par l'OTAN.

Les larmes et la colère des Africains paraissent incompréhensibles pour les esprits occidentaux encore trop nombreux à être dupes de la désinformation et à penser que les mauvais clients de Wall Street sont vraiment des dictateurs sanguinaires comme le prétend par exemple Radio-Canada. C'est à eux que je m'adresse surtout, à commencer par mes compatriotes québécois. Pour la plupart des Africains, ce que j'écris n'a rien d'une révélation. C'est l'évidence.

En Libye, la richesse était redistribuée sous l'œil bienveillant de Kadhafi, qui n'avait rien d'un tyran : soins de santé gratuits, éducation gratuite, logements gratuits, généreuses primes aux études, aide pour les nouveaux mariés. Bref, tout le contraire du projet de désolidarisation sociale que nous propose l'Institut économique de Montréal et que met en œuvre la succursale de Power Corporation au pouvoir à Québec, notamment avec la hausse des frais de scolarité à l'université.

Laissons un peu la parole à Mouammar Kadhafi lui-même, qui s'exprimait dans un journal libyen, le 5 avril 2011.

Je cite la traduction de ce texte faite par Sam Hamod :

« Depuis 40 ans, à moins que ce ne soit plus, je ne me souviens pas, j'ai fait tout mon possible pour donner aux gens des maisons, des hôpitaux, des écoles, et, quand ils avaient faim, je leur ai donné à manger. À Benghazi, j'ai même transformé le désert en terres arables, j'ai tenu tête aux attaques de ce cowboy, Reagan, quand il a tué ma fille adoptive orpheline. Essayant de me tuer, il a tué à la place cette pauvre enfant innocente.

Ensuite, j'ai épaulé mes frères et sœurs d'Afrique avec de l'argent pour l'Union africaine. J'ai fait tout mon possible pour aider les gens à comprendre le vrai concept de démocratie, qui consiste en des comités populaires dirigeant leur pays. Mais ce n'était jamais assez, comme me l'ont dit certains. Même ceux qui possédaient une maison de 10 chambres, des costumes et du mobilier neufs, n'étaient jamais satisfaits. Ils étaient si égoïstes qu'ils en voulaient toujours plus. Ils ont dit aux Zuniens et aux autres visiteurs qu'ils avaient besoin de « liberté », de « démocratie » et n'ont jamais réalisé qu'il s'agit d'un système de panier de crabes, où le plus gros bouffe les autres. Ils étaient seulement ensorcelés par ces mots, sans réaliser jamais qu'en Zunie, il n'y a pas de médicaments gratuits, ni d'hôpitaux gratuits, ni de logement gratuit, ni d'enseignement gratuit, ni non plus de nourriture gratuite, sauf quand les gens sont obligés de mendier ou de faire longtemps la queue pour avoir de la soupe.

[...]

Maintenant, je suis attaqué par la plus grande force de l'histoire militaire. Obama, mon petit-fils africain, veut me tuer, priver notre pays de liberté, nous priver de la gratuité de nos biens : logements, médecine, éducation, nourriture, et remplacer tout ça par la grivèlerie à la zunienne appelée « capitalisme. » Or, nous tous, dans le tiers monde, savons ce que cela veut dire. Cela signifie que les multinationales dirigeront le pays, dirigeront le monde, et le peuple souffrira. Voilà pourquoi il n'y a pas d'autre solution pour moi, je dois prendre mes dispositions. Et si Allah le veut, je mourrai en suivant Sa Voie, la voie qui a rendu notre pays riche en terres arables, avec de quoi manger et la santé, et nous a même permis d'aider nos frères et sœurs africains et arabes en les faisant travailler ici avec nous, dans la Jamahiriya libyenne.

Je ne désire pas mourir, mais si cela devait advenir, pour sauver cette terre, mon peuple, tous ces milliers de gens qui sont tous mes enfants, alors qu'il en soit ainsi.

Que ce testament soit ma voix dans le monde. J'ai tenu tête à l'agression des croisés de l'OTAN, résisté à la cruauté, contrecarré la trahison ; je me suis élevé contre l'Occident et ses ambitions colonialistes, et, avec mes frères africains, mes vrais frères arabes et musulmans, je me suis dressé comme un phare de lumière. Quand d'autres construisaient des châteaux, je vivais dans une maison modeste et dans une tente. Je n'ai jamais oublié ma jeunesse à Syrte, je n'ai pas stupidement dépensé notre trésor national, et comme Salah-al-Din, notre grand leader musulman qui sauva Jérusalem pour l'Islam, je n'ai guère pris pour moi-même.

En Occident, sachant pourtant la vérité, certains me qualifient de « fou », de « bizarre », ils continuent de mentir, ils savent que notre pays est indépendant et libre, et non pas sous emprise coloniale, que ma vision, ma conduite est et a été sincère et pour mon peuple, et que je me battrais jusqu'à mon dernier souffle pour garder notre liberté. »

Kadhafi n'était pas du tout l'être diabolique que les médias du grand capital, de CNN à l'AFP, en passant par Radio-Canada, nous ont dépeint avec une invraisemblable malhonnêteté. Le meilleur exemple de cette diabolisation est sans doute l'attentat de Lockerbie, auquel aucun Libyen n'a participé, et encore moins Kadhafi. La vérité sur cet attentat se trouve dans « The New World Order Rule of Injustice », d'Edward Herman. Le reste de ce que les médias et les faux experts à gages racontent sur Kadhafi est de la même eau.

La sombre machination saute aux yeux et décrédibilise totalement les calomniateurs de Kadhafi lorsqu'on constate les crimes de masse commis par eux. Ils se sont d'abord voté un prétexte, les résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité, pour ensuite montrer leur vrai visage en massacrant les civils qu'ils disaient vouloir protéger et en s'efforçant d'assassiner le plus grand nombre possible de personnalités emblématiques de la Jamahiriya arabe libyenne. Malgré tout, beaucoup de gens conscients de la barbarie nord-atlantique tiennent, en avant-propos, à se dissocier obséquieusement de Mouammar Kadhafi pour préserver leur réputation.

En cette ère de fureur meurtrière, très peu de dirigeants et de personnalités ont eu le courage de défendre inconditionnellement le grand chef d'État qu'a été Mouammar Kadhafi. Hugo Chavez est l'un d'eux, même s'il se sait déjà dans le collimateur de Washington. Il pourrait subir le même sort que Kadhafi, mais, comme ce dernier, il donne à son peuple et à l'humanité toute entière l'exemple de ce qu'est la dignité, la liberté et le courage.

Pour avoir une idée plus complète de l'œuvre et de la pensée de Mouammar Kadhafi, je vous suggère de lire « Les vraies raisons de la guerre en Libye », un excellent survol que l'on doit à Jean-Paul Pougala et qui est daté du 28 mars 2011, ainsi que le Livre vert de Kadhafi lui-même. Personnellement, j'aurais échangé Pauline Marois et l'admirateur du Canada Gilles Duceppe n'importe quand pour un chef comme Kadhafi. (Le favori de Duceppe dans la course à la direction du BQ, Jean-François Fortin, est un grand partisan du bombardement de la Libye. Comme dirait Brassens, « quand on est con, on est con [...] petit con de la dernière averse, vieux con des neiges d'antan ».)

La pluie de mensonges

L'aviation libyenne n'a jamais bombardé des civils. Les prétendues manifestations, filmées avec des téléphones cellulaires parkinsoniens, étaient des mises en scène orchestrées par la chaîne qatarienne Al Jazeera, dont le directeur général collaborait avec la CIA tandis que les forces armées de son pays faisaient de la sous-traitance pour l'OTAN sur le terrain. Le prétexte de la protection des civils invoqué par l'OTAN est un gros mensonge, et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sont une preuve éclatante, s'il en fallait encore une, que cette institution internationale est complètement manipulée par les maîtres du monde, au même titre que beaucoup d'ONG de façade, comme Human Rights Watch et Amnistie Internationale.

Les forces de sécurité libyennes n'ont jamais tiré sur des manifestants pacifiques. Il n'y a jamais eu de soulèvement populaire en Libye. Même Berlusconi a dit que ses homologues Cameron et Sarkozy bombardaient la Libye dans l'espoir que la population de Tripoli se révolte contre Kadhafi, ce qui ne s'est jamais produit, au contraire. Mais en fait, je pense que cet espoir était assez mince et qu'on prévoyait plutôt décimer les résistants jusqu'au bout.

Pour nous faire croire au scénario abracadabrant de la protection des civils, les médias menteurs ont dû, comme dans le cas de Laurent Gbagbo et de la Côte d'Ivoire, nous cacher une information cruciale : l'appui massif de la population au chef de l'État. Le 1er juillet 2011, 1,7 million de personnes sont descendues manifester dans les rues de Tripoli, ville de 1,1 million d'habitants. Plus d'un quart de la population libyenne a convergé vers la capitale pour manifester contre l'OTAN dans l'espoir que son appel serait entendu par la communauté internationale. Or, entre le 1er et le 3 juillet, que nous disait Radio-Canada à propos de la Libye ?

Que les rebelles s'apprêtaient à lancer une offensive majeure en direction de Tripoli. Pas un mot sur la manifestation monstre du 1er juillet !

Un quart de la population de la Libye dans les rues de Tripoli pour appuyer Kadhafi. Un peuple victime d'un tyran agirait-il ainsi ? Par comparaison, les médias nous montrent des « scènes de réjouissance » de la supposée « libération », où des analphabètes tirent en l'air en criant Allah Akbar ou font crisser leurs pneus dans les rues, puis des plans rapprochés où l'on voit quelques dizaines de partisans apparemment enthousiastes. Rien qui nous permette de croire en une vraie ferveur populaire.

Les complices de Charles Bouchard

L'œuvre criminelle de Charles Bouchard est le résultat dramatique de l'immoralité la plus abjecte dans laquelle l'Occident s'est enfoncé, rongé par le matérialisme, la cupidité, le mensonge et la haine. Voyez ci-dessous la réaction de joie de Hillary Clinton, incarnation de cette immoralité, à l'annonce de l'assassinat de Kadhafi.

Charles Bouchard n'a pas agi seul, loin de là. Ses patrons, eux-mêmes des marionnettes du grand capital, sont aussi coupables que lui. Harper est un criminel, lui aussi, par exemple. Les hauts placés ont perpétré leurs crimes en toute connaissance de cause et en mentant effrontément à la population. Ils ont massacré les Libyens en sachant pertinemment qu'ils le faisaient pour installer au pouvoir une bande de terroristes fanatisés, qui n'ont pas mis de temps, après la « libération », à dire qu'ils allaient appliquer la charia. Dans sa grande hypocrisie, Ottawa s'est mis à raconter par la suite qu'il allait « militer pour les droits des femmes ».

Sur la scène du drame, Charles Bouchard a eu comme complice les tueurs à gages aux commandes des avions et les terroristes armés par l'OTAN, mais d'autres complices ont également joué un rôle crucial et ont directement participé aux assassinats sur le terrain. Non contents de mettre des idées dans la tête des contribuables occidentaux pour susciter leur consentement, les médias ont participé activement aux bombardements. C'est Charles Bouchard lui-même qui l'a avoué au propagandiste de guerre Michel Désautels, sur les ondes de Radio-Canada, le 31 octobre 2011. Voici l'extrait incriminant :

« MICHEL DÉSAUTELS — Donc, s'il n'y avait pas de coordination [entre les rebelles et l'OTAN], il y avait en tout cas du renseignement qui circulait de part et d'autre.

CHARLES BOUCHARD — Bien sûr, les renseignements, euh... Mais les renseignements venaient de beaucoup de sources, dont les médias, qui étaient au sol et qui nous donnaient beaucoup d'information, au travers des intentions, et où étaient les forces terrestres. »

Cette déclaration de Charles Bouchard est corroborée par les observations à Tripoli des journalistes indépendants Thierry Meyssan et Mahdi Nazemroaya, qui ont été menacés de mort par de faux journalistes. Essentiellement, les journalistes pointaient les cibles pour l'OTAN, notamment lors des tentatives d'assassinat. Ils pouvaient déposer des balises GPS pour marquer un emplacement exact, en vue d'une frappe ultérieure, ou encore communiquer au moyen d'un téléphone satellitaire avec le centre de commandement et de contrôle de l'OTAN, où le général Bouchard ordonnait les assassinats dans un délai de quelques minutes, puisque des avions d'attaque étaient constamment en vol, à distance de frappe. Ainsi, lorsque les faux journalistes constataient que Kadhafi se trouvait à un endroit, ils appelaient tout de suite Bouchard.

Entrevue avec Thierry Meyssan à la télévision syrienne où il décrit le comportement de certains faux journalistes. L'émission est en arabe, mais M. Meyssan répond aux questions en français.

Entrevue en direct sur Russian Television de Mahdi Nazemroaya, menacé de mort à Tripoli ainsi que Thierry Meyssan, par de faux journalistes occidentaux.

Reportage de Lizzie Phelan

Conférence de Lizzie Phelan

Une enquête doit avoir lieu

Au Parlement d'Ottawa, l'opposition n'a plus le choix et doit réclamer une enquête sur les allégations ci-dessus de crime de guerre commis par le lieutenant-général Charles Bouchard, commandant de l'opération Protecteur unifié, contre le gouvernement conservateur et contre les médias complices. Éventuellement, le premier ministre et le ministre de la Défense eux-mêmes devront être inculpés de crimes contre l'humanité si l'on arrive à faire la preuve qu'ils étaient au courant des cibles et des conséquences réelles des bombardements de la Force aérienne royale du Canada.

L'opposition doit faire vite, car les criminels s'emploient actuellement à effacer rapidement les traces de leurs méfaits. En Libye, tous les témoins gênants seront liquidés. Des exterminations massives auront lieu. Même la CPI participe à la traque en vue d'exterminer ceux qui pourraient révéler beaucoup de choses. Elle a servi un avertissement à Saïf al-Islam, le fils de Kadhafi qui essaie actuellement de sauver sa peau et qui sait pertinemment qu'il ne peut pas se rendre aux terroristes du CNT s'il ne veut pas finir comme son père et ses deux frères. La CPI a prévenu Saïf al-Islam qu'elle ferait « intercepter » l'avion s'il essayait de se rendre dans un autre pays par la voie des airs, ce qui veut dire essentiellement qu'elle fera abattre l'avion, donc qu'elle fera éliminer son illustre passager.

Le temps joue également contre d'autres témoins importants, comme les journalistes mentionnés ci-dessus, qui pourraient être considérés comme des « menaces pour la sécurité nationale » et être liquidés ou mis au cachot.

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Vidéo : Hugo Chavez dénonce le génocide, les actions "bestiales" et "barbares" de l'OTAN en Libye

http://www.alterinfo.net/Hugo-Chavez-denonce-le-genocide-les-actions-bestiales-et-barbares-de-l-OTAN-en-Libye_a66026.html

6 Les brèves.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

6-1 Georges Malbrunot : 5 000 soldats qataris ont participé à la colonisation de la Libye

[Réseau Voltaire]

Après avoir longtemps affirmé n'avoir participé aux combats en Libye qu'en envoyant quelques avions, le Qatar a admis il y a une dizaine de jours avoir déployé des centaines de combattants au sol.

Cependant, le Réseau Voltaire a toujours évoqué une présence massive au sol des forces qataries (et dans une moindre mesure jordaniennes). Le Qatar avait créé un petit aéroport dans le Sud de la Libye et utilisé un aéroport de Cyrénaïque pour acheminer ses troupes. Des renforts ont également été débarqués par mer lors de la prise de Tripoli.

En outre, le Qatar avait transporté des blindés léger par bateau en Tunisie. Leur débarquement avait initialement été bloqué par la population, puis organisé par l'armée tunisienne. L'entrée de la colonne de blindés qataris à la frontière libyenne avait été montrée par la télévision libyenne.

Enfin, le Qatar a organisé un pont aérien pour approvisionner les mercenaires d'Al Qaida en armes de l'OTAN.

Par ailleurs, la chaîne de télévision qatarie Al-Jazeera a joué un rôle déterminant dans la propagande de guerre, allant jusqu'à tourner en studio de fausses images de l'entrée des « rebelles » dans Tripoli.

Le journaliste du Figaro, réputé proche des services de renseignement français, Georges Malbrunot, avance désormais le chiffre de 5 000 soldats qataris ayant combattu en Libye.

5 000 soldats étrangers, cela n'est pas compatible avec la version des médias atlantistes selon laquelle il se serait agi d'un soulèvement populaire contre Mouammar el-Kadhafi et d'une intervention humanitaire internationale. Cela correspond par contre à la version des médias russes et chinois selon laquelle « Protecteur unifié » était une guerre impérialiste.

« Qatar admits sending hundreds of troops to support Libya rebels », par Ian Black, The Guardian, 26 octobre 2011.

« 5 000 Forces spéciales du Qatar avaient été déployées en Libye », par Georges Malbrunot, Le Figaro.fr, le 6 novembre 2011.

[Réseau Voltaire]

<http://www.voltairenet.org/5-000-soldats-qataris-ont>

6-2 BERNARD DESGAGNÉ : Les crimes de guerre de Charles Bouchard.

CHRONIQUE DE BERNARD DESGAGNÉ (1/3)

Au rayon des crimes contre l'humanité, le Québec avait le faux héros Roméo Dallaire, marionnette de Bill Clinton chargée de laisser la voie libre à Paul Kagame et à ses conseillers militaires étasuniens, architectes du bain de sang qui commença le 1er octobre 1990 et qui se poursuit encore, 21 ans plus tard, au Rwanda et en République démocratique du Congo.

Mais aujourd'hui, le Québec a son premier vrai grand criminel de guerre, le lieutenant-général Charles Bouchard, bourreau des Libyens.

7 NOVEMBRE 2011

<http://www.silviacattori.net/article2303.html>

Premier article d'une série de trois

En dépit des protestations vigoureuses et après de nombreuses tentatives ratées (par exemple, le 21 mars, le 25 avril et le 30 avril, cette dernière ayant causé la mort du plus jeune fils et de trois petits-enfants de Mouammar Kadhafi), Charles Bouchard a fait assassiner un chef d'État.

Il peut, s'il le veut, nier effrontément son crime, mais les révélations du Canard enchaîné sont accablantes. Chemin faisant, les tueurs aux ordres de Charles Bouchard ont massacré des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Ils ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes, peut-être même des millions, aujourd'hui dispersées dans le désert ou dans les pays voisins.

À titre de dirigeant militaire du Dominion of Canada, monarchie à laquelle les Québécois ont été intégrés de force et dont ils ne partagent pas les valeurs militaristes, Charles Bouchard a fait pleuvoir des bombes pendant six mois sur Tripoli, une ville moderne de plus d'un million d'habitants encore prospère récemment. Il a lâché aux trousses des Libyens de race noire une horde de chiens drogués, racistes et assoiffés de sang. Il a orchestré la destruction de Syrte, bijou méditerranéen incarnant la grande réussite économique et sociale que les Libyens et l'Afrique devaient à Mouammar Kadhafi.

<http://www.silviacattori.net/article2303.html>

7 NOVEMBRE 2011

VIDEO :http://www.youtube.com/verify_age?next_url=http%3A//www.youtube.com/watch%3Fv%3DrQREy4hrEz0%26feature%3Dplayer_embedded

7 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

7-1 Franklin LAMB: : Seif al Islam Kadhafi sera-t-il assassiné ou jugé ?

Le 20 octobre 2011 au soir, la Maison Blanche, le bureau du Secrétariat d'Etat, le Comité aux relations étrangères du Sénat étasunien et l'ambassade libyenne à Washington ont reçu un fax envoyé par une équipe légale internationale constituée aux USA qui se préparait à partir pour la Libye.

Ces hommes de loi internationaux contactés par des amis et des membres de la famille de Kadhafi ont accepté de représenter le second fils de Kadhafi, Seif al Islam Kadhafi, pour le défendre contre l'inculpation lancée contre lui par la Cour Pénale Internationale le 26 juin 2011 et contre toute procédure

judiciaire que le gouvernement du Conseil National de Transition pourrait entamer contre lui en Libye. Ils ont été informés par les supporters de Kadhafi en Libye et par les pays voisins que le CNT et les dirigeants de l'OTAN avaient l'intention d'assassiner Seif al Islam pour l'empêcher de parler aux médias internationaux et à ceux qui le soutiennent depuis que son père lui a transmis le pouvoir en août 2011. Seif projette d'annoncer sa candidature aux prochaines élections. Des sondages en Libye montrent qu'il récolterait près de 70% des voix si on l'autorisait à se présenter dans le pays désormais contrôlé par l'OTAN.

L'auteur de cet article fait partie de ce groupe d'hommes de lois internationaux qui veulent obtenir justice pour leur client, Seif al Islam.

Voici un extrait du fax que nous avons envoyé à Washington :

"Nous exigeons que si notre client, Seif al Islam al Kadhafi, était arrêté, il soit protégé tout de suite et que, s'il était blessé, il soit confié à la garde constante du Comité international de la Croix Rouge jusqu'à ce que nous puissions le rencontrer et mettre la dernière main aux mesures provisoires de protection que nous prenons pour garantir sa sécurité.

Nous insistons pour que notre client ne soit ni interrogé ni questionné par des représentants de l'actuel gouvernement libyen ni par des enquêteurs de la Cour Pénale Internationale avant qu'il ait pu rencontrer ses avocats ou avant d'être remis d'éventuelles blessures.

Les droits de Seif al Islam doivent être respectés en vertu du droit international et nous demandons au Conseil de Sécurité de l'ONU et aux organisations des droits de l'homme de faire le nécessaire pour protéger notre client.

Nous demandons respectueusement à la Cour Pénale Internationale de mettre sous bonne garde les restes humains de Mouammar et Moutassim Kadhafi et de mener une enquête médico-légale préliminaire dans le but de poursuivre les responsables de ces assassinats extrajudiciaires.

Selon les informations fournies par les amis et les membres de la famille de notre client Seif al Islam, il ne fait aucun doute que l'OTAN a ordonné son assassinat. Son meurtre a été planifié, avec sans doute l'approbation de la Maison Blanche, pour épargner à l'OTAN d'avoir à rendre des comptes à la communauté internationale si les récits des témoins et les preuves solides et documentées, concrètes et circonstanciées rassemblées au cours des six derniers mois mettaient en lumière la nature exacte des ravages infligés par l'OTAN à la Libye et à sa population civile.

Nous ferons bientôt parvenir à la Cour Pénale Internationale une requête officielle pour demander la protection de notre client et son transfert, s'il était capturé, dans une résidence hors de Libye afin qu'il ne soit pas assassiné comme l'a été aujourd'hui son père, le colonel Mouammar Kadhafi.

Nous avons l'intention de tenir le gouvernement actuel de la Libye, les USA et l'OTAN pour pleinement responsables du meurtre brutal du père de notre client et de son frère, Moutassim, et de tout abus ou dommage dont pourrait souffrir notre client, Seif al Islam.

Nous avons l'intention de démontrer à la Cour que depuis le passage de la Résolution votée par le Conseil de Sécurité de l'ONU le 17 mars 2011, l'OTAN a ciblé de manière répétée des objectifs civils au cours de 9000 bombardements de la Libye dans le but d'assassiner le leader libyen, le colonel Kadhafi, ses conseillers et ses assistants les plus proches.

Nous avons l'intention de démontrer à la Cour que l'OTAN a, de manière répétée, causé des dommages à d'autres personnes pour aboutir à l'assassinat de Mouammar Kadhafi et que ses meurtriers savaient qu'ils recevraient de grosses sommes d'argent s'ils tuaient le colonel Kadhafi pour l'empêcher de

témoigner contre les officiels de l'OTAN et les leaders occidentaux qui ont dirigé les huit mois de destruction de la Libye."

Les jours qui viennent seront un test pour la communauté internationale et on verra si le droit international prévaut en ce qui concerne la Libye. Sinon, il est possible que la Libye ne s'enfonce encore davantage dans une guerre civile qui pourrait impliquer au moins six pays africains qui, selon les rapports, prépareraient des troupes pour les envoyer en Libye protéger les civils contre les forces de l'OTAN qui arrivent pour aider à la reconstruction du pays que l'OTAN a criminellement et inutilement largement détruit.

Franklin LAMB

Franklin Lamb fait partie de l'équipe d'avocats étasuniens qui ont l'intention de défendre Seif al Islam contre les accusations lancées contre lui par la Cour Pénale Internationale.

Pour consulter l'original : <http://countercurrents.org/lamb211011.htm>

23 octobre 2011

Traduction : Dominique Muselet pour LGS

(Countercurrents)

URL de cet article 14927

<http://www.legrandsoir.info/seif-al-islam-kadhafi-sera-t-il-assassine-ou-juge-countercurrents.html>

7-2 Stephen Gowans : On voit les États-Unis partout...

Le New York Times a publié un article aujourd'hui (16/11) sur les plans de Washington visant à renforcer sa présence militaire en Australie. L'Australie doit être utilisée par l'armée étatsunienne « comme un nouveau centre d'opérations en Asie » à partir duquel les États-Unis chercheront « à se réaffirmer dans la région et affronter l'ascension de la Chine. »

Le problème pour les planificateurs de la politique à Washington est que « la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la plupart des pays de la région, sapant l'influence économique étatsunienne. » Et ainsi les États-Unis renforceront leur présence dans le Pacifique pour prouver qu'« ils ont l'intention de rester une puissance militaire et économique cruciale » en Asie.

Dans un langage simple, cela signifie que la Chine a assuré des opportunités d'exportation et d'investissement dans sa propre "arrière-cour", et que les entreprises, les banques et les investisseurs étatsuniens les veulent pour eux-mêmes. Ainsi Washington veut utiliser sa puissance militaire pour garder éloigné d'eux les Chinois.

Pour des raisons évidentes, la Chine pense que ça sent le vieil impérialisme de la canonnaire.

De manière pas tellement surprenante, le titre de l'article de Ian Johnson et Jackie Calmes annonçant le plan de Washington pour bouter la Chine hors de la primauté économique dans la région, donne un tour chauvin à l'histoire : « Lorsque les États-Unis regardent vers l'Asie, ils voient la Chine partout. »

Imaginez la Chine établissant des bases militaires au Venezuela et envoyant des porte-avions dans le Golfe du Mexique en vue de se "réaffirmer dans la région". Combien étrange paraîtrait une manchette de journal où l'on pouvait lire « Lorsque la Chine regarde vers le Golfe du Mexique, elle voit les États-Unis partout », comme si cela était une découverte inattendue.

Le titre du New York Times aurait pu être plus judicieusement tourné de cette façon: Lorsque la Chine jette un coup d'œil dans son voisinage, elle voit l'armée américaine partout. Mais cela aurait alors rendu l'impérialisme US inconfortablement évident.

Un autre article du New York Times d'aujourd'hui (par Nada Bakri et Rick Gladstone), «La Syrie face à de nouvelles menaces, alors que l'opposition cherche des alliés», mérite également quelques commentaires. Leur article utilise « un groupe de défense des droits de l'homme, l'Observatoire Syrien pour les Droits de l'Homme » comme source pour le nombre de personnes tuées dans des affrontements récents avec les forces gouvernementales syriennes.

On pourrait avoir l'impression que cet Observatoire Syrien pour les Droits de l'Homme est un observateur humanitaire neutre sans agenda politique. Après tout, Bakri et Gladstone se réfèrent à lui comme à « un groupe de défense des droits de l'homme », et rien de plus.

Si c'était un groupe d'opposition cherchant à renverser le gouvernement syrien nous pourrions réfléchir à deux fois avant de lui faire confiance comme source d'information impartiale.

Eh bien, réfléchissez à deux fois.

Un communiqué publié sur le site du groupe le 15 novembre 2011, établit clairement qu'il est plus que simplement "un groupe de défense des droits de l'homme". Dans ce communiqué, le groupe appelle à une zone d'exclusion aérienne sur la Syrie, « conformément à son devoir et engagement de faire écho à la voix de la Révolution Populaire syrienne.

L'Observatoire ne fait pas mystère de la raison pour laquelle il veut que « la Communauté Internationale » (c'est à dire, l'OTAN) lance des bombes sur les installations militaires syriennes et les partisans d'Assad : « Hâter le renversement du régime brutal en Syrie. »

Entretemps, le Conseil de Coopération du Golfe, le groupe des autocraties pétrolières alliées des USA qui était déjà intervenu comme fournisseurs d'armes et de propagande pour les rebelles libyens, a joué un rôle clé en poussant la Ligue Arabe à suspendre la Syrie.

Le Conseil est également devenu une clé dans les plans de Washington pour continuer à dominer le Golfe Persique, même si -ou plus précisément parce que- les troupes étatsuniennes ont été retirées d'Irak.

Le secrétaire à la Défense US Leon Panetta et le président des chefs d'état-major ont déclaré tous deux que les États-Unis vont « maintenir une forte présence militaire dans la région, en partie comme contrepoids à l'Iran. » L'armée étatsunienne va s'appuyer sur « les six nations du Conseil de Coopération du Golfe - l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Émirats Arabes Unis et Oman. Alors que les États-Unis ont d'étroites relations militaires bilatérales avec chacun de ces pays, l'administration et l'armée tentent de favoriser une nouvelle "architecture de sécurité" pour le Golfe Persique qui intégrerait les patrouilles aériennes et navales et la défense antimissile. »

Ce n'est pas seulement la Chine qui est cernée par l'armée américaine. Lorsque l'Iran regarde autour dans son voisinage, il voit lui aussi les États-Unis partout.

Stephen Gowans

16 novembre 2011

<http://gowans.wordpress.com/2011/11/16/seeing-the-us-everywhere/>

Ouvrir carte de Libye ?

cliquer sur :

http://maps.google.be/maps?hl=fr&xhr=t&q=carte+de+libye&cp=12&bav=on.2,or.r_gc.r_pw.&biw=1016&bih=559&wrapid=tljp1314001217203022&um=1&ie=UTF-8&hq=&hnear=0x13a892d98ece010d:0xfa076041c7f9c22a,Libye&gl=be&ei=ihFSTrDpNqP24QSK-ICvDQ&sa=X&oi=geocode_result&ct=image&resnum=1&sqi=2&ved=0CCYQ8gEwAA